

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 43 (2006)
Heft: 1691

Artikel: Précarisation au faîte de l'économie suisse
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1009029>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Précarisation au faîte de l'économie suisse

Moins de six ans après sa naissance, *economiesuisse* donne déjà des signes de fatigue. Et peine à supporter ce qu'elle prône par ailleurs comme une panacée: la concurrence.

Contrairement au monde agricole, longtemps rassemblé au sein de l'Union suisse des paysans, l'économie industrielle et tertiaire de Suisse n'a pas de tradition unitaire. Elle a constitué de longue date trois associations faitières pour défendre ses intérêts; les employeurs forment l'Union centrale des associations patronales (UCAP), les petites entreprises l'Union suisse des arts et métiers et les plus grandes l'Union suisse du commerce et de l'industrie. Cette dernière, qu'on appelait le Vorort, est devenue en 2000 la Fédération des entreprises suisses, plus connue sous le nom d'*economiesuisse*, après que l'UCAP a refusé la fusion.

Cet échec avait pour cause principale des réticences qui n'ont cessé depuis lors de s'accroître, à l'intérieur d'*economiesuisse* elle-même, vis-à-vis des sociétés multinationales (pharmaceutiques principalement) et des grandes banques et assurances réputées y donner le ton. Leurs intérêts inspireraient trop directement le travail de lobby effectué par *economiesuisse* dans ses principaux domaines d'intervention: politique économique (suisse et extérieure), monétaire et fiscale, de la concurrence,

de la formation et de l'énergie notamment. Lobbyisme par ailleurs perturbé par la question des salaires exorbitants payés aux patrons des grandes sociétés industrielles et financières en question (Walter Kielholz et Marcel Ospel figurent parmi les quinze messieurs du Comité directeur d'*economiesuisse*).

Du coup, certaines branches affiliées à la Fédération des entreprises suisses se sentent peu soutenues et plusieurs songent à la quitter. Deux organisations membres, parmi les plus importantes, ont entamé la semaine dernière une procédure de divorce que les discussions prévues auront de la peine à contrer: Swissmem (industries des machines, de la construction électrique et des métaux) et la Société suisse des entrepreneurs. Elles représentent ensemble 210000 salariés et plus du quart du budget d'*economiesuisse*, estimé à quinze millions de francs. De quoi faire tourner des bureaux, occupant une bonne soixantaine de personnes, principalement à Zurich et Genève, mais aussi deux en ville de Berne, Lugano et Bruxelles.

(yj) Suite de l'article à la page 2

Sommaire

La médecine factuelle n'est pas encore une évidence.
page 2

Les paysans protestent en ordre dispersé contre la nouvelle politique agricole de la Confédération.
page 3

Le programme de législature doit souder l'équipe gouvernementale face au parlement.
page 4

L'organisation du Conseil fédéral mérite de l'air frais.
page 5

La diversité de l'offre cinématographique souffre du nombre réduit de distributeurs et d'exploitants.
page 6

Calida ou le pyjama universel.
page 8

Fiscalité

Le parti socialiste mène campagne contre l'impôt dégressif. Il pose ainsi le problème de la loyauté confédérale. Les cantons devraient enfin se saisir du dossier.

A défaut, Berne pourrait intervenir contre ceux d'entre eux qui seraient récalcitrants.

Edito page 3

Qu'il est dur d'être factuel (evidence-based)!

Les données statistiques devraient éclairer le système de santé suisse. Cependant, entre les chiffres et leurs interprétations se nichent des biais en tout genre, qui entravent le développement d'une médecine fondée sur des faits bien établis.

Dans le canton de Vaud, écrit Simonetta Sommaruga, conseillère aux Etats (PS/BE), dans un postulat récent adressé au Conseil fédéral, les coûts des prestations prescrites par les médecins sont supérieurs de près de 50% aux coûts des prestations prescrites par les médecins du canton de Saint-Gall. Les cathétérismes cardiaques sont treize fois plus fréquents chez les Vaudois qu'à Saint-Gall. A Genève et Bâle, 40% des adultes ont subi une ablation des amygdales; ils sont 25% dans les Grisons.

Ces variations effraient. Mais leur interprétation est difficile. Elles cachent des pièges statistiques à cause des petits nombres (chiffres cantonaux), des effets spécifiques d'un hôpital universitaire qui draine les patients à la ronde.

L'incidence du cancer du sein en Suisse est élevée: il y a 5000 nouveaux cas par an, soit un taux de 105 nouveaux cas pour 100 000 femmes (95 dans l'Union européenne). A lui seul, le cancer du sein représente le tiers des cancers chez les femmes et reste la première cause de mortalité parmi celles âgées de 45 à 55 ans. Environ une femme sur dix en sera atteinte au cours de sa vie et près de 18000 femmes en Suisse vivent avec un cancer du sein.

Une stratégie de dépistage pour le détecter aux stades les plus précoces s'impose donc. Mais en Suisse il n'y pas de stratégie nationale de dépistage. Quelques cantons (Genève, Vaud et Valais par exemple) appliquent un tel programme. Les taux de mammographie varient de manière importante, du simple au double, entre la Suisse romande et la Suisse centrale et orientale.

La signification incertaine des nombres

Or si l'intuition du dépistage est juste, l'interprétation est délicate. Le taux de mammographie dans le canton de Saint-Gall est bas (54% des femmes de la tranche d'âge 50-64). En conséquence, seuls 28% des cancers du sein sont détectés à un stade précoce. A Genève, le taux de mammographie frise le double (96%), et beaucoup de cancers sont détectés à un stade précoce (42%). La mortalité due au cancer du sein - parce qu'en fin de compte c'est cela qui compte - est de 25 pour 100 000 à Saint-Gall, et de 22 pour 100 000 à Genève. Le dépistage sauverait ainsi des vies? Ce n'est pas si simple. En Valais, les taux de mammographie et de détection précoce sont similaires à ceux de

Genève (88% et 41%), alors que la mortalité est proche de Saint-Gall (26 pour 100 000)!

L'évaluation des programmes de dépistage requiert d'excellentes bases de données. Cela est difficile en Suisse où les registres des tumeurs sont éparpillés, aux prises souvent avec un sous-financement chronique. L'interprétation se complique également en raison des biais statistiques. Par exemple, si la tumeur détectée est résistante au traitement, un diagnostic précoce prolonge la survie de la personne, mais il n'affecte pas la mortalité. Par contre, si la tumeur détectée est peu agressive et ne cause donc pas la mort, le taux de survie est «artificiellement» augmenté. En outre, la statistique ne distingue pas l'augmentation réelle des cas d'un cancer de l'amélioration de la détection.

Tout compte fait, notre système de santé, malgré ces hétérogénéités, n'est pas intrinsèquement chaotique, mais le chemin vers une médecine factuelle est encore long. Pour revenir au cancer du sein, l'association faitière Onco-suisse recommande la généralisation à tous les cantons des programmes de dépistage, sous des conditions strictes, avec un contrôle de qualité et un programme d'évaluation. ge

Suite de la première page

economisuisse

economisuisse va devoir réduire la voilure, en termes de personnel, d'activités, de publications et surtout de financement des campagnes en vue de votations fédérales. D'autant que reste à digérer le très sévère et coûteux échec, le 16 mai 2004, d'un paquet fiscal attaqué par les cantons et soutenu par les patrons. D'autant que se multiplient à l'interne les désaccords sur les positions à défendre. Selon l'importance respective du marché intérieur

et des exportations pour leurs activités, les branches et entreprises ont évidemment des priorités différentes en matière de concurrence ou de libre circulation des personnes, des marchandises et des services.

En arrière-plan, se profilent les doutes et les divergences politiques. Traditionnellement proche du parti radical en Suisse alémanique et libéral de ce côté de la Sarine, la Fédération des entreprises suisses discute ouvertement la com-

pétence économique des élus de ces deux formations et craint sans doute de se trouver prise elle aussi dans la spirale descendante de leur récente union. Pire, l'UDC, une fois de plus complice objective de la gauche, scie la branche des organisations économiques où les autres partis bourgeois sont encore perchés. Exemple le plus frappant: le soutien à Swissmechanic, qui compte déjà 1300 membres recrutés, à plus bas tarif, dans les mêmes

branches que Swissmem (920 membres).

Ce nouveau patronat, proche de l'UDC, rejette les conventions collectives dont *economisuisse* et l'UCAP se sont toujours montrées défenderesses. A noter que l'organisation Swissmechanic se développe dans cette industrie mécanique et métallurgique où la paix du travail a été signée en 1937 et dont tant d'entreprises illustres peinent à survivre, la Boillat en tête. Les travailleurs et leurs syndicats sont avertis. yj